

## IMMIGRATION

# Travail des immigrés : le grand déni français

Agents de sécurité, aides à domicile, médecins hospitaliers... Au-delà des fantasmes de submersion, les travailleurs étrangers sont vitaux pour l'économie, surtout en pleine pénurie de main-d'œuvre

## ENQUÊTE

Il se souvient des poèmes et des dessins d'enfants, des saluts depuis les fenêtres, et même des chocolats qu'un matin une jeune femme bravant le confinement lui avait offerts. Eboeur dans la petite couronne parisienne, Bakary (il préfère ne pas donner son nom) pensait que les gestes de solidarité envers sa profession durant la pandémie de Covid-19 avaient changé les choses. « Soudain, on nous célébrait, nous, les premières lignes et les immigrés, sans que le pays ne tienne pas debout », raconte cet Ivoirien de 43 ans, arrivé en France il y a quinze ans.

Bakary aimerait ne pas être le seul à se souvenir des poèmes. Lui a une carte de résident, mais il s'inquiète pour ses collègues, nombreux, qui n'en ont pas. « Parfois, je suis en colère, parfois, je pleure. Entre les patrons bien contents d'exploiter les sans-papiers et ceux qui voudraient nous mettre dehors, où sont passés ceux qui applaudissaient les héros du Covid ? »

Depuis sa présentation en conseil des ministres, début 2023, le projet de loi relatif à l'immigration, qui devrait être examiné par le Sénat début novembre, déchire la classe politique, et plus encore : il met en lumière les tabous et crispations de la société française sur le sujet. En particulier l'article 3, qui propose de créer un « titre de séjour » pour les métiers en tension, afin de régulariser temporairement les sans-papiers y travaillant.

Le président des Républicains, Eric Ciotti, qui en a fait une ligne rouge, agit régulièrement le risque d'un « appel à l'émigration », reprenant un argument cher à l'extrême droite. À l'opposé, certains membres de la majorité soulignent que ces sans-papiers sont indispensables à notre économie.

« Sans eux, des pans entiers de notre pays ne pourraient fonctionner », ont écrit une trentaine de parlementaires, allant du MoDem et Renaissance à Europe Écologie-Vert, dans une tribune publiée, lundi 11 septembre, par Libération.

Le sujet n'est pas seulement franco-français. « Partout en Europe, des secteurs se sont retrouvés confrontés à une pénurie de main-d'œuvre encore plus criante au sortir de la pandémie, poussant certains États à revoir leur politique d'immigration », rappelle Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

**POPULATION VIEILLISSANTE**

« Nous avons besoin d'une immigration de main-d'œuvre qualifiée », assure la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, mercredi 13 septembre. Et pour cause : le nombre des décès dépasse aujourd'hui celui des naissances dans l'Union européenne (UE) vieillissante. Si, après deux années de baisse, sa population a crû de 2,8 millions de personnes en 2022, pour atteindre 448,4 millions d'habitants, c'est largement grâce aux flux migratoires, montrent les données d'Eurostat. « Aujourd'hui, 100 % de la croissance de la force de travail de l'UE est liée à l'immigration », résume M. Dumont.

La France, elle, accueille moins d'immigrés que ses voisins – leur nombre a progressé de 36 % entre 2000 et 2020, d'après l'ONU, contre 75 % en Allemagne, 121 % dans les pays nordiques et 181 % en Europe du Sud. Il n'empêche : la crise sanitaire a souligné à quel point une série de secteurs ne pourraient pas tourner sans eux. Selon la direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, les immigrés, qui représentent 10,3 % de la population française,

**LA FRANCE ACCUEILLE MOINS D'IMMIGRÉS QUE SES VOISINS : LEUR NOMBRE A PROGRESSÉ DE 36 % ENTRE 2000 ET 2020, CONTRE 75 % EN ALLEMAGNE, ET 181 % EN EUROPE DU SUD**



Georgette, Ivoirienne réfugiée en France depuis 2014, femme de ménage dans des bureaux en Ile-de-France, le 26 avril 2022. CAMILLE HILLERBARD



Amadou, Sénégalais et chef cuisinier dans un restaurant vietnamien à Paris, le 18 février 2022. CAMILLE HILLERBARD

pèsent 38,8 % des employés de maison, 28,4 % des agents de gardiennage et de sécurité ou encore 24,1 % des ouvriers non qualifiés du BTP. Une étude du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) datée de février 2022 montre qu'ils représentent également 17 % des médecins hospitaliers et que près de la moitié (44,4 %) des travailleurs immigrés sont regroupés en Ile-de-France, où ils sont 60 % des aides à domicile. « Les entreprises désœuvrées face au manque de bras sont de plus en plus pragmatiques et sortent des sentiers battus pour trouver des candidats : elles se tournent donc vers ces profils », explique Théo Scubla, fondateur d'Each One, un cabinet spécialisé dans l'inclusion de réfugiés et d'immigrés en entreprise.

Bien sûr, la barrière de la langue et le besoin de qualification constituent de sérieux freins à l'emploi, sans parler de l'administratif, aux méandres kafkaïens. Pour les dépasser, les entreprises souhaitent s'engager dans cette voie, y compris les PME, se font souvent accompagner par des associations ou sociétés spécialisées.

Malick Opa Sy a bénéficié de l'un de ces programmes. Ce Sénégalais de 45 ans, arrivé en France en 2018 et régularisé en 2020, a suivi une formation de vendeur de deux mois et demi auprès des Galeries Lafayette, à Paris. Après une période d'essai, il s'est vu offrir un CDI, il y a sept mois. « Après des années d'Intérim, j'ai enfin trouvé l'entreprise où je suis heureux et qui a besoin de moi », témoigne-t-il. Each One, qui l'a aidé, place des travailleurs comme lui auprès de Monoprix, de Leclerc et d'autres enseignes de la grande distribution, qui y trouvent leur compte – ces profils sont en effet deux fois plus nombreux que les candidats classiques à être toujours en poste après un an.

Mais les services ne sont pas les seuls à se tourner vers ces travailleurs. « On en parle moins, mais les besoins sont aussi massifs dans l'industrie, qui s'est historiquement construite grâce à la main-d'œuvre étrangère : les Italiens dans la Lorraine de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Polonais dans les années 1930 ou encore les Portugais et Nord-Africains venus entre 1965 et 1975 », rappelle Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, la banque publique d'investissement.

**NOMBREUX PROFILS**

Les 160 entreprises du cluster de la « Mécenic Vallée », qui emploient 12 000 salariés en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, en zone rurale et périurbaine, ouvrent 800 nouveaux postes de tourneurs-fraiseurs et autres opérateurs de machines chaque année. « C'est deux fois plus qu'avant le Covid, et nous écoutons à tous les niveaux, tant les candidats manquent », raconte Hervé Danton, délégué général de l'association qui regroupe ces industriels. Alors, nous allons chercher des Ukrainiens et des Maliens déjà installés dans la région, ou des Portugais et des Polonais dans leur pays. » Des profils dont il estime le nombre à environ 300 dans ces entreprises.

Confronté aux mêmes difficultés, Olivier Fontaine, patron de Filair, une PME de vingt-cinq salariés fabriquant des équipements en inox à La Mothe-Saint-Héray (Deux-Sèvres), a embauché un réfugié syrien de 36 ans grâce à une association d'insertion, en mois 2022. Celui-ci travaille sur un poste de soudage électrique que l'entreprise écoule à pourvoir jusque-là. « Nous sommes dans le Sud-Ouest rural, je craignais que son intégration dans l'équipe pose question, mais tout s'est bien passé : son engagement et son désir de travailler ont vite fait oublier les différences culturelles.

## Les services à la personne, un secteur qui ne s'en sort pas sans l'immigration

« AVANT, jusqu'en 2015 environ, lorsqu'on diffusait une offre d'emploi, nous recevions une centaine de candidatures, dont une vingtaine émanait de diplômés, et à la fin nous pouvions signer environ six contrats. Aujourd'hui, nous n'avons même pas un retour », raconte Brice Alzon, président de la Maison des services à la personne (MDSAP) et de Coviva, une enseignante qui compte dix-sept agences et environ 850 intervenantes – le métier est massivement féminisé. Dans le vaste secteur des services à la personne (des employés de maison aux nourrices, en passant par les auxiliaires de vie et le soutien scolaire), la question du recours à la main-d'œuvre étrangère « n'est même pas un sujet » tant la difficulté à recruter est grande, insiste M. Alzon.

Plus l'agence est implantée dans une région riche en emplois, plus elle doit s'appuyer sur les candidatures d'étrangers pour fonctionner : à Argenteuil (Val-d'Oise), sur les trente-six salariés de l'agence, un tiers a un titre de séjour, tandis qu'à Mulhouse,

où le marché du travail est moins tendu, le ratio est de 20 %. La situation chez Coviva illustre ce qui se passe à l'échelle nationale : 25 % des travailleurs du secteur sont des immigrés. Et cette proportion est appelée à augmenter : entre les départs à la retraite et le vieillissement de la population, environ 800 000 postes seront à pourvoir d'ici à 2030, rapporte Catherine Lopez, directrice générale de la Fédération des entreprises de services à la personne : « Faute de quoi on ne pourra plus accompagner les personnes âgées chez elles. »

C'est déjà très souvent le cas, comme en témoigne Arnold Fauquette, fondateur de Vivat, une entreprise d'utilité sociale implantée dans le Nord et le Pas-de-Calais, qui emploie environ deux cents salariés, dont 95 % de femmes. « Nous ne parvenons à satisfaire que 64 % de la demande », explique-t-il. Autrement dit, une famille sur trois doit se débrouiller seule pour trouver son aide à domicile, quitte à faire travailler un sans-papiers.

Les réseaux d'agences qui ont pigé sur rue disent ne pas faire travailler de sans-papiers, sous peine de perdre leur agrément. « Environ de 20 % à 25 % de nos neuf cents intervenants salariés ont des titres de séjour », explique Frédéric Neymon, administrateur de la Fédération des services à la personne et de proximité (Fedesap) et dirigeant du réseau Age et Perspectives. « Quand ces titres se pérennent, on a toutes les difficultés à les faire renouveler dans les délais. » Or impossible de se passer de ces personnes.

**Emplois du temps hachés**

Le fond du problème reste que difficiles, ingrats, avec des emplois du temps hachés et beaucoup de déplacements, pour des rémunérations médiocres, ces métiers attirent peu. Pour Brice Alzon, l'une des solutions se trouve sur la fiche de paie. Les rémunérations, qui oscillent entre 10,07 euros de l'heure pour la garde d'enfants à 11,98 euros pour les auxiliaires de vie, alors que le smic horaire brut est de 11,52 euros, ont été

revalorisées en 2022 mais restent très faibles. « Augmenter les rémunérations est un sujet très fort pour nos entreprises, affirme-t-il. Mais il faut que dans le même temps l'Etat relève la prise en charge de l'allocation personnalisée d'autonomie », l'APA, qui permet aux familles de financer en partie les aidants à domicile.

Cela pourrait-il suffire ? « Ces métiers qui descendent de la domesticité, ne sont pas reconnus d'un point de vue sociétal », déplore Aurélie Flisar, secrétaire générale adjointe de la fédération des services CFDT. Les jeunes n'en veulent pas. « La nécessité de faire appel à une main-d'œuvre immigrée est telle que la branche professionnelle a lancé, en 2022, une initiative pour intégrer des primo-arrivants : le Lab Migration. L'objectif est de former une cinquantaine de personnes par an en insistant sur la compétence linguistique. Après une expérimentation à Marseille, un deuxième Lab Migration a ouvert cette année en Ile-de-France. »

BÉATRICE MADELINE